

La responsabilité des intellectuels

Entretien avec
Ante Popovski

Ante Popovski à 68 ans, médecin, poète. A 24 ans, il publie son premier recueil de poèmes à Skopje. Ministre de la santé de la République fédérée de Macédoine à l'époque de Tito, puis directeur du quotidien Nova Makedonia. En disgrâce avec le régime, il fonde en 1989 le parti nationaliste modéré (Action Macédonienne, MAAK). Depuis peu, dans un esprit d'échange culturel inter-balkanique, il a lancé une «Collection Balkanique», traduisant en macédonien les Albanais Kadaré, Agoli et Arapi, les Grecs Elytis, Ritsos, Vretakos, les Serbes Popa, Pavlovic et Lalic. Il prépare une anthologie de la poésie turque et une autre de la poésie bulgare.

Jasmina Chiclet : — Comment expliquez-vous cet embrasement des Balkans qui se propage du Nord au Sud depuis bientôt dix ans?

Je ne m'attarderai pas dans les détails sur les facteurs historiques, économiques et politiques, internes ou externes, ayant contribué à cette situation et qui ne sont plus un secret pour personne. Je souhaiterais plutôt évoquer quelques faits que l'on a tendance à oublier. Le premier: celui de la «balkanitude». Les Balkans forment une entité historique et philosophique dont les spécificités les distinguent, à bien des égards, de telle ou telle autre région en Europe. Aussi paradoxal que cela puisse paraître dans le contexte actuel de conflits interethniques, il existe, entre leurs différentes composantes, des liens organiques. Les peuples des Balkans partagent les mêmes origines, les mêmes racines: si une branche de l'arbre balkanique est secouée, toutes les autres se mettent aussitôt à trembler.

Mais parallèlement à cette cohésion, il existe, entre les Etats modernes des Balkans, des problèmes inextricables, hérités du passé. A l'issue de la Deuxième Guerre balkanique, le découpage des Balkans a ouvert des plaies qui ne parviennent pas à cicatriser comme, pour prendre l'exemple de mon pays, le partage de la Macédoine entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie, ratifié par le Traité de Bucarest en 1913. Seule la partie intégrée alors au royaume de Serbie allait accéder à un statut de République au sein de la fédération yougoslave après la Seconde Guerre mondiale, et à l'indépendance au moment de la décomposition de la Fédération, en 1991. Et on se souvient des complications, toujours actuelles du reste, venant justement de la Grèce et de la Bulgarie, au sujet de sa reconnaissance.

Toutes les guerres depuis la fin du XXe siècle et toutes ces frontières tracées dans les chancelleries occidentales ont donc donné naissance à des Etats pluri-ethniques qui n'ont jamais réglé leurs problèmes, aussi bien sur le plan des territoires nationaux, que de leurs populations, d'autant que les droits des minorités sont généralement bafoués. Cela provoque régulièrement des tensions plus ou moins fortes, qui peuvent se transformer, comme actuellement, en explosions dramatiques. Très vite, les démons du passé se réveillent. Chacun des peuples concernés ravivent dans sa mémoire les événements tragiques de son passé, ses anciennes douleurs, ses grandes peurs...

— Pouvez-vous en évoquer certains ?

Les suicides collectifs de jeunes filles et femmes, refusant de se convertir à l'islam, immortalisées aussi bien dans le folklore albanais, que grec ou macédonien : cela se passait encore au début de notre siècle. Les massacres perpétrés par les forces locales, bulgares et albaises, à la solde de l'Axe, c'était il y a à peine deux générations. L'exode des enfants, pour la plupart Macédoniens slaves, quittant pour toujours leurs villages incendiés par l'armée royale, en Grèce, c'était il y a cinquante ans. Ces enfants, arrachés à leurs familles, ont passé leur jeunesse dans des pays qui leur étaient totalement étrangers, en Europe de l'Est. Aujourd'hui, ce sont des adultes qui vivent aux quatre coins du monde et qui se souviennent. Bien sûr qu'il faut pardonner.

Bien sûr qu'il faut ne pas y penser, comme on s'exerce à le faire en Europe de l'Ouest. Mais tant que le pouvoir politique sera entre les mains que l'on connaît, il continuera à nourrir ces vieux démons.

— **Pensez-vous qu'il s'agisse aussi d'un conflit religieux ?**

Le fait religieux est incontournable et pour le comprendre, un bref rappel historique est également nécessaire. Il ne faut pas oublier que les Balkans, évangélisés par l'Apôtre Paul bien avant l'Occident, ont été un centre très important de la chrétienté jusqu'au XVe siècle. L'islamisation qu'ils ont subi avec l'arrivée des Ottomans s'est prolongée jusqu'au début de notre siècle, et a laissé de profondes traces, surtout en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. En détruisant l'identité religieuse et philosophique de l'individu et des communautés, les conversions forcées provoquent, par définition, des bouleversements graves qui font naître des haines séculaires.

Quant au conflit serbo-albanais, il est d'ordre politique. C'est le choc de deux conceptions mégalomanes: celle de la Grande Albanie et de la Grande Serbie. Mais il se traduit, au sein des peuples, en termes de guerre religieuse. La logique ethnocentrique qui sévit actuellement dans les Balkans embrase et entretient cette intolérance entre les deux confessions, qui a été amortie au cours des cinquante dernières années, par des régimes politiques plus ou moins hostiles à la religion.

— **Quelle est la part de responsabilité de ces régimes dans le conflit actuel ?**

Les peuples balkaniques ont été, des décennies durant, prisonniers du dogme totalitariste. C'est plus particulièrement vrai pour l'Albanie qui a vécu la forme la plus fascisante de l'autocratie politique. Voulant masquer son caractère despotique et tyrannique, cette dernière a exalté au sein du peuple albanais l'idée de la Grande Albanie, qui n'était autre chose que le reflet des doctrines sur la Grande Serbie, ou sur la Grande Bulgarie, développées chez les voisins.

Ces thèses, irréalistes et politiquement suicidaires sont devenues l'instrument politique principal de certains leaders politiques, autocrates communistes, imbus, de surcroît, de leur propre grandeur, qui en prônant leurs doctrines mégalomanes ont exacerbé les nationalismes et incité leurs peuples à la guerre. Dans de telles conditions, toute vision politique réaliste, fondée sur l'idée d'un avenir commun des Balkans, était condamnée à l'échec.

— **Les intellectuels, ne pouvaient-ils pas s'opposer à un tel obscurantisme ?**

Je crains qu'ils aient fait précisément le contraire. Jamais aucune doctrine politique - la plus progressiste comme la plus réactionnaire - n'a pu être mise en oeuvre sans le soutien des intellectuels. L'histoire moderne de tous les pays nous en donne la preuve. Mais, parmi les intellectuels, comme dans toute autre structure sociale, on trouve des chauvins, des racistes, des libéraux, des communistes. Dans les années 80, alors que la Yougoslavie post-titiste, était en pleine crise politique, économique et sociale, les idées prêchées par certains cercles d'intellectuels nationalistes ont servi de support «scientifique» aux leaders émergents, en quête d'un solide «marchepied». Une fois au pouvoir, ces mêmes leaders ont assuré une large diffusion aux idées de leurs complices intellectuels, instrumentalisant ainsi la haine ethnique pour garder le pouvoir. De ce cercle vicieux est né, par exemple, le sinistre Mémorandum de l'Académie serbe des sciences et des arts, préconisant que la Serbie devait s'étendre partout où, dans l'histoire, l'épée serbe a été plantée.

En 1989, avant l'éclatement de la Yougoslavie, dans une émission en direct, diffusée conjointement par Radio Belgrade et Radio Skopje, j'ai demandé à Vuk Draskovic, le leader, assez imprévisible, du Parti du Renouveau Serbe, pourquoi les intellectuels serbes ne réagissaient-ils pas contre ce document scandaleux. Il m'a répondu qu'il le considérait comme un des plus importants dans l'histoire de la Serbie et qu'il souscrivait personnellement à l'idée de la Grande Serbie, qui inclurait entre autres la République de Macédoine. Quelle n'était pas ma surprise quand, devenu vice premier ministre de la Serbie, il a déclaré, au début de cette année, que la République de Macédoine devait rester indépendante, alors que le Kosovo devait retrouver son statut de province démocratique et autonome. Je suis heureux de constater cette évolution chez lui, mais il m'est difficile de faire confiance à quelqu'un qui change radicalement d'opinion au gré des circonstances.

Je considère donc les intellectuels comme les principaux responsables dans ce dernier conflit balkanique.

— Pouvez-vous en dire autant des intellectuels albanais ?

Oui. Pendant longtemps, la politique de l'Albanie communiste a consisté à ne pas manifester ouvertement un intérêt très particulier pour le Kosovo. Récemment encore, l'Albanie déclarait officiellement

qu'elle voyait la solution dans un Kosovo autonome au sein de la Yougoslavie. Sans plus. Les écrivains que j'ai pu rencontrer en Albanie, en 1989, bien que très soucieux du sort de la minorité albanaise au Kosovo, étaient modérés.

Mais sous l'influence de certains intellectuels Albanais du Kosovo et de la Macédoine, les choses ont pris un nouveau tournant. De telle sorte que l'Académie des sciences de l'Albanie, a publié en octobre 1998, aux éditions Skencia (Science), une Plate-forme pour la solution de la question nationale albanaise qui, en se référant à des faits historiques erronés et en tordant les vérités, représente un véritable programme politique de la Grande Albanie, cet Etat rêvé aussi par Mussolini, qui occuperait toute la République de Macédoine, une partie de la Grèce, de la Serbie et du Monténégro. Le rôle des Albanais du Kosovo et de la Macédoine est d'ailleurs clairement mentionné dans l'introduction de ce document, dont le dernier paragraphe est un appel au grand rassemblement albanaise: *«En publiant cette Plate-forme, l'Académie des Sciences de l'Albanie pense organiser une Assemblée Nationale avec la participation d'intellectuels de tous les espaces ethniques, ainsi que des cercles de la diaspora albanaise, dans l'espoir qu'ils l'adopteront. Ensuite, nous essaierons tous ensemble de la mettre en oeuvre.»*

— Quels sont ces faits historiques erronés ?

Je n'en ferai pas une liste exhaustive. Tel n'est pas mon propos. Ce qui me préoccupe, c'est qu'au lieu de jouer son rôle de centre scientifique et culturel, appelé à construire un avenir pacifique dans les Balkans, cette institution, comme l'Académie Serbe, prêche l'intolérance et la haine. Si dès les premières pages, le document insiste sur les tendances chauvinistes des pays voisins au cours de l'histoire, dans les dernières pages il les qualifie ouvertement d'opresseurs et d'agresseurs, en prônant *«la libération des Albanais des espaces ethniques annexés par les chaînes des oppresseurs»* (sic). L'idée de la Grande Albanie se faufile sournoisement, tout au long des pages, fondée, entre autres, sur la prétendue antériorité historique des Albanais dans les Balkans, vus comme descendants incontestables des Illyriens et des Dardaniens, pour déclarer ouvertement dans la conclusion: *«L'aspiration légitime de tous les Albanais est celle, déterminée déjà au siècle dernier par les fondateurs de notre renaissance nationale, de l'unification de tous les espaces ethniques en un seul Etat national.»*

Parmi les incohérences historiques, Skopje, systématiquement pré-

sentée dans ce document comme la capitale historique du Kosovo, aurait été libérée des Ottomans par les Albanais! «*Le 12 août 1912, les insurgés albanais ont libéré Skopje*», dit ce document avant d'ajouter, comme pour justifier cette grosse bourde : «*lorsque l'insurrection générale était au seuil de sa victoire [...] inquiètes par ce renversement soudain de la situation, les monarchies balkaniques ont immédiatement déclaré la guerre à l'Empire Ottoman qui, déstabilisé par les insurrections albanaises, allait d'échec en échec.*» La Première guerre balkanique serait donc le résultat de l'inquiétude des monarchies serbe, grecque et bulgare devant l'avancée et les victoires successives des Albanais ! ? On apprend, par ailleurs, de source sûre, qu'il y avait plus d'Albanais que de Serbes à la bataille du Kosovo Polje. Sans oublier «*les forces antifascistes [...] au Kosovo*» qui comptaient, selon ce document «*50 000 partisans*». On connaît pourtant le véritable rôle des Albanais au Kosovo durant la Deuxième Guerre mondiale, collaborateurs des Italiens. Ou va-t-on chercher ces chiffres?

Ce document mérite vraiment une analyse sérieuse que je ne suis pas en mesure de faire maintenant. Je suis étonné que l'opinion publique occidentale, si sensible jadis au Mémorandum de l'Académie serbe, n'ait pas du tout réagi à cette Plate-forme albanaise.

— Selon une thèse, très répandue en Occident, la Yougoslavie créée en 1945 est un produit artificiel qui ne pouvait exister que sous l'autorité de Tito.

Pour moi, la décomposition de toute fédération est un phénomène anti-historique. Les peuples ont tendance à s'unir au nom de leurs intérêts communs. Si les peuples yougoslaves ont combattu pour la même cause et se sont réunis en une fédération, c'est qu'ils y trouvaient un intérêt historique. En revanche, ce qui se passe aujourd'hui est démuné de toute logique historique et je suis convaincu qu'une nouvelle forme de réunification ne tardera pas à se faire.

En fait, les Balkans se trouvent à l'heure actuelle dans une situation politiquement anachronique qui ne peut être résolue qu'avec l'aide de l'Europe et avec une disparition progressive des frontières. Les grandes puissances pourraient nous aider, mais pas avec les méthodes employées actuellement. La démocratisation des Balkans ne se fera pas avec des colonnes de soldats armés, qui finiront par construire de

nouveaux murs ethnoculturels. Elle ne peut se faire qu'avec la sagesse. Je pense qu'on ne réalise pas qu'en essayant de résoudre un des nombreux conflits potentiels dans les Balkans au moyen d'armes sophistiquées, on ne fait qu'aggraver le problème: on détruit des villes, des ponts, des routes, on provoque, directement ou indirectement, l'errance de centaines de milliers de personnes, on ouvre de nouvelles plaies, qui mettront de très longues années à cicatriser.

Bref, on sème les braises de futurs incendies. Sans oublier les conséquences, catastrophiques surtout à long terme, des poisons qui émanent des bombardements et des usines ravagées. Je suis très étonné par le comportement des Verts en Europe. Où sont leurs principes? Où est leur dignité?

— Si la guerre s'arrêtait maintenant, suite aux toutes récentes évolutions de la situation, croyez-vous que les réfugiés kosovars pourront rapidement regagner leurs villages ?

Dans une lettre que j'ai récemment écrite à mon confrère albanais Fatos Arapi, je lui faisais part de la grande tristesse que provoquaient en moi les images de ces foules de gens abattus, désespérés et sans avenir, quittant leurs villages à la recherche d'une hypothétique «patrie provisoire». Je lui disais que j'étais d'autant plus triste pour eux que je ne les reverrai sans doute pas traverser le même chemin dans le sens inverse. L'histoire nous enseigne qu'une fois chassés de leurs maisons, très rares sont ceux qui les regagnent. Mon peuple en sait quelque chose, surtout ceux qui ont dû quitter à jamais leurs villages en Grèce, au terme de la guerre civile en 1949.

— La République de Macédoine est aujourd'hui particulièrement menacée. Que pensez-vous de son avenir ?

Actuellement, la Macédoine est une sorte d'écran sur lequel le monde voit les terribles conséquences de tout ce que j'ai évoqué jusque là. Dans cette guerre, où elle n'y est pour rien, elle doit relever des défis majeurs, risquant de se trouver directement impliquée dans le conflit. Son intégrité et sa souveraineté étatique et nationale sont en danger.

La Macédoine doit comprendre que la volonté de créer de grands Etats dans les Balkans est fondée sur des thèses anti-historiques. La Macédoine doit comprendre que dans les Balkans l'espace spirituel

est satanisé, que la pensée intellectuelle est bannie, que l'idée humaniste est ravagée, voire morte.

D'un autre côté, l'Europe n'a plus d'idées neuves. L'idée philosophique dominante y est encore le christianisme qui tente de se ressourcer, deux millénaires après sa naissance. Il faut croire que nous entrons dans une ère d'impérialisme technologique face auquel le pragmatisme humaniste est déplacé. Le monde est dominé par un esprit de clonage. Enfin, il faut comprendre que la Macédoine et les Balkans en général ne sont pas les seuls à être menacés. L'avenir de toute l'Europe est réellement remis en question. Il devient de plus en plus évident que les guerres yougoslaves ont été programmées à l'avance, et que ce programme dépasse les frontières de l'ancienne Yougoslavie. Cela semble insensé, je sais, mais l'histoire n'est-elle pas jalonnée de non-sens?

Entretien conduit par

Jasmina Chiclet, collaboratrice au supplément littéraire du quotidien Tageblatt (Luxembourg).